

Positionspapier

Initiator*innen: Comité Directeur de la JS Suisse (beschlossen am: 11.01.2023)

Titel: Plateforme électorale de la JS Suisse – élections fédérales 2023

Antragstext

A: Pour une politique climatique sociale !

La crise climatique est la plus grande crise de notre temps. Les émissions de CO2 ne cessent d'augmenter, ce qui a pour conséquence des phénomènes météorologiques extrêmes, tels que des sécheresses, des feux de forêts ou encore des ouragans, de plus en plus fréquents et violents. Les catastrophes que nous avons vues ces dernières années ne feront que de se renforcer à l'avenir. La crise climatique menace notre existence et l'avenir de l'humanité sur cette planète.

Le « Sud global » est touché de plein fouet par la crise. Des millions de personnes doivent quitter leur lieu de vie, rendu inhabitable par la crise climatique, et de nombreuses autres sont déjà décédées des suites de la crise. Les groupes sociaux déjà opprimés et discriminés, tels que les femmes, les personnes précarisées, les personnes handicapées ou encore les personnes racisées, sont particulièrement touchées. C'est pourquoi notre réponse doit être intersectionnelle et permettre la convergence des luttes. Le « Nord global » profite de l'exploitation du « Sud global », que ce soit par l'exploitation des ressources naturelles ou de la population locale, et continue ainsi d'alimenter la crise climatique. La Suisse profite massivement de cette injustice. Ainsi, la place financière investit des milliards dans les énergies fossiles alors que les multinationales qui ont leur siège en Suisse ne se gênent pas pour exploiter des gens et des ressources dans le « Sud global », empochant ainsi des milliards.

Toutefois, nous ne voyons toujours aucune mesure efficace dans la Suisse

24 dominée par la bourgeoisie. Ces dernières années, la réponse de la Suisse à
25 la crise climatique s'est limitée à la responsabilité individuelle et à
26 l'innovation. Or, la crise climatique n'est pas causée par le comportement
27 d'individus, elle est systémique. En effet, une véritable protection du
28 climat est impossible dans le capitalisme, car il place le profit au-dessus de
29 tout et se base sur l'exploitation des êtres humains et de la nature..
30 Nous avons urgemment besoin d'une autre politique climatique. Au lieu de faire
31 payer la majorité de la population avec des taxes incitatives, il faut faire
32 payer les profiteuse·eurs de la crise climatique : les ultra-riches. Quant aux
33 mesures financées, elles doivent elles aussi être socialement justes. Il
34 serait inadmissible que des gens perdent leur travail ou doivent payer des
35 loyers plus élevés en raison de mesures de protection du climat. Nous voulons
36 une politique climatique sociale, qui améliore la vie des 99% !
37 Pour éviter les pires conséquences de la crise climatique et se donner la
38 chance d'avoir un avenir, nous devons agir maintenant ! La Suisse a une
39 importante responsabilité historique en la matière, car elle a déjà émis
40 des quantités excessives de CO2 avec l'industrialisation. La Suisse doit donc
41 attendre la neutralité carbone d'ici 2030. Nous avons urgemment besoin
42 d'une politique climatique sociale et efficace, pour les 99% et pour notre
43 avenir.

44
45 **Revendication 1 : des logements écologiques pour tous·tes**
46 **financés par un impôt sur les successions des ultra-riches**

47 La lutte contre la crise climatique est l'un des plus grands défis de
48 l'humanité. Pour échapper à la crise climatique, des changements sont
49 nécessaires dans à peu près tous les domaines de nos vies. Cela représente
50 un processus de transformation long et extrêmement coûteux. C'est aux
51 personnes qui ont le plus profité de l'exploitation et de la destruction de
52 notre planète de payer. Ce sont ces personnes qui, avec leur immense fortune
53 accumulée sur plusieurs générations, continuent d'alimenter la crise
54 climatique avec leurs investissements : les ultra-riches. Il est donc juste
55 d'aller chercher l'argent pour protéger et réparer la planète auprès de
56 ces personnes. C'est notamment ce que nous faisons avec notre « initiative
57 pour l'avenir ». C'est ainsi que, avec un impôt sur les successions au-
58 dessus d'une franchise de 50 millions, nous faisons payer les 2000 personnes
59 les plus riches de Suisse. Une part de
60 l'argent ainsi obtenu nous permettrait de financer la rénovation
61 énergétique de tous les logements en Suisse. Ainsi, avec des subventions pour
62 le remplacement des chauffages, l'isolation des logements situés dans
63 bâtiments anciens, la mise en place de panneaux solaires sur les toits et de
64 nombreuses autres mesures, nous pourrions drastiquement diminuer les émissions

65 de gaz à effet de serre issues du secteur du bâtiment. En finançant des
66 dizaines de milliers de bourses pour la formation de monteuse·eurs,
67 d'électricien·nes et d'autres travailleuse·eurs spécialisé·es, nous
68 pourrions garantir que le personnel nécessaire sera à disposition. Enfin, le
69 financement par un impôt sur les successions des ultra-riches nous permettrait
70 de garantir que les locataires n'aient pas à payer ces rénovation
71 énergétiques. Notre but est simple : des logements écologiques pour tous·tes
72 !

73 **Revendication 2 : une place financière durable sous contrôle** 74 **démocratique**

75 La place financière suisse est l'une des plus importantes au monde. Chaque
76 année, des milliards de francs sont investis dans les énergies fossiles, ce qui
77 contribue à alimenter la crise climatique. Les banques et les caisses de
78 pensions s'enrichissent donc aux dépens de notre avenir ! Nous avons besoin
79 d'une transformation en profondeur de notre système financier, afin qu'il
80 fonctionne non plus pour enrichir les grandes entreprises et les ultra-riches
81 mais pour le bien-être et l'avenir de tous·tes. Tant que la place financière
82 sera dirigée par des investisseuse·eurs privé·es, elle ne pourra pas fonctionner
83 dans l'intérêt de la majorité de la population. Une démocratisation complète de
84 la place financière est donc une condition sine qua non pour que celle-ci puisse
85 devenir écologique. Nous exigeons que la population puisse décider aux côté des
86 employé·es de la stratégie des institutions financières. Dans cette optique, un
87 « conseil démocratique des banques » élu par la population et les employé·es et
88 représentatif de la population doit être mis en place et définir la stratégie
89 des institutions financières suisses. Le système financier actuel ne permet pas
90 une protection sérieuse du climat – pour cela, il faut plus de démocratie !

91 **Revendication 3 : pour une transformation écosocialiste de** 92 **l'économie**

93 Notre système économique est fondé sur la croissance illimitée et la
94 maximisation du profit – et ce à tout prix. Le mythe de la possibilité d'une
95 croissance illimitée est entretenu aux dépens des gens et de l'environnement.
96 Les travailleuse·eurs sont exploité·es et l'environnement détruit, afin de
97 permettre la maximisation des profits d'une petite minorité. Dans un tel
98 système, une protection du climat efficace est impossible, tout comme une
99 justice sociale à l'échelle mondiale. Jamais l'exploitation des
100 travailleuse·eurs et de la planète ne pourront s'arrêter dans une économie de
101 marché capitaliste. C'est pourquoi une transformation radicale et complète du
102 système actuel est nécessaire, afin de mettre en place une planification

103 démocratique et écologique de l'économie. Le seul moyen de surmonter la crise
104 climatique est une transformation écosocialiste.
105 Au sein du Parlement, nous ne pourrions certes pas changer de système mais nous
106 pourrions porter des revendications qui vont à l'encontre de la logique
107 destructrice de maximisation du profit à court terme. Nous pourrions par exemple
108 revendiquer une garantie minimale de 10 ans pour tous les biens durables et
109 semi-durables (vêtements, objets électroniques, etc.). Ainsi, les entreprises ne
110 pourront plus avoir recours à des matériaux de mauvaise qualité, produire des
111 biens irréparables ou encore à l'obsolescence programmée, tout cela pour
112 maximiser leurs profits. Une autre revendication que nous pourrions porter est
113 la nationalisation des grandes entreprises et leur placement sous contrôle
114 démocratique, afin de garantir une production écologique et socialement juste.
115 Pour aller plus loin :

- 116 • [Sortons de la crise climatique : une vie épanouissante pour toutes et tous](#)
117 [!](#)
- 118 • [System change not climate change, ce que la Suisse doit faire contre la](#)
119 [catastrophe climatique : la prospérité collective au lieu de profit privé](#)
- 120 • [Loi CO2 : il faut une politique pour les 99% et pas contre elles et eux](#)
- 121 • [Résolution sur le mouvement de la Grève du Climat](#)

122 **Sous-thème 1 : Travailler moins, travailler mieux et** 123 **tous·tes – de manière écologique**

124 Pour construire une société écologique, nous devons transformer en profondeur
125 l'ensemble de l'économie. Toutes les activités doivent être transformées
126 de manière à être respectueuses de l'environnement. Les secteurs qui ne
127 peuvent pas l'être – tels que ceux des énergies fossiles, de
128 l'automobile ou de l'aviation – doivent être partiellement ou totalement
129 fermés. Toutefois, il n'est pas question que cela se fasse sur le dos des
130 travailleuse·eurs de ces secteurs. C'est pourquoi des programmes de
131 reconversion écologique gratuits doivent être mis en place à grande échelle,
132 avec des formations continues ainsi que des garanties de revenus pour les
133 personnes qui ne retrouveraient pas de travail. Pour faire face à la crise
134 climatique, l'État doit créer de nombreux emplois écologiques, par exemple
135 dans le domaine des énergies renouvelables ou dans celui de la rénovation
136 énergétique des bâtiments. Enfin, le temps de travail doit être réduit
137 radicalement afin de lutter contre la surproduction et afin d'éviter les
138 émissions dues aux activités productives, de mieux partager le travail et de

139 lutter contre le chômage. Pour les revenus de moins de 7500 CHF, cette
140 réduction ne doit pas entraîner de baisse de salaire.
141 Pour aller plus loin : Travailler pour vivre et non vivre pour travailler

142 **Sous-thème 2 : Pour des transports écologiques, collectifs**
143 **et efficaces !**

144 Le secteur des transports est aujourd'hui le secteur le plus polluant en Suisse.
145 Ainsi, il est responsable de près d'un tiers de émissions domestiques. Il est
146 donc urgent de tourner le dos au transport individuel motorisé et aux moteurs à
147 combustion. Mais il n'est pas question que cela entraîne des coûts
148 supplémentaires pour la population ou que cela contribue à l'isolement des
149 personnes habitant dans les régions périphériques. À court terme, nous exigeons
150 une interdiction de construction de nouvelles autoroutes ainsi qu'une
151 interdiction du transport motorisé individuel dans les hypercentres.
152 Parallèlement, une extension massive du réseau de transports publics et une
153 augmentation de la fréquence est nécessaire. Les transports publics doivent être
154 gratuits afin de ne pas constituer une charge financière supplémentaire pour les
155 ménages et accélérer le transfert modal. De plus, un réseau de trains de nuit à
156 destination de toute l'Europe doit être mis sur pied, afin de remplacer les vols
157 court et moyen-courrier. En ce qui concerne la mobilité douce, le réseau de
158 pistes cyclables doit être massivement étendu et les centres urbains doivent
159 être piétonisés et végétalisés.

160 **Sous-thème 3 : Sortir des énergies fossiles, maintenant !**

161 Face à la crise climatique, nous devons urgemment sortir des énergies fossiles.
162 Pour éviter le pire, cela doit être fait d'ici 2030. Il est donc nécessaire de
163 mettre en place immédiatement un plan de développement massif des énergies
164 renouvelables et de leur capacité de stockage. Dans ce cadre,
165 l'approvisionnement énergétique doit être en premier lieu du ressort de l'État :
166 il doit être financé de manière publique, planifié et contrôlé de manière
167 démocratique ! Le marché est incapable d'organiser la transition énergétique
168 urgemment nécessaire – et encore moins de manière socialement juste. Pour la
169 mettre en œuvre, nous avons besoin d'investissements à hauteur de milliards et
170 de prix progressifs pour l'énergie, qui garantissent une énergie abordable pour
171 la majorité de la population et rendent la consommation de luxe plus chère.
172 Enfin, des moyens doivent être mis à disposition pour la formation de plusieurs
173 dizaines de milliers personnes dans ce domaine, par exemple pour l'installation
174 des panneaux solaires.

175 *Pour aller plus loin : Pénurie d'énergie : [les 99% ne doivent pas subir les](#)*
176 *[conséquences des erreurs de la droite](#)*

177 **Sous-thème 4 : Pour une production alimentaire locale et**
178 **écologique !**

179 L'agriculture est un domaine absolument fondamental de toute société
180 puisqu'il nous permet de satisfaire le besoin de base qu'est se nourrir. Il
181 est aujourd'hui responsable de 14% des émissions de CO2 domestiques.
182 Toutefois, comme une partie importante de la nourriture consommée en Suisse est
183 produite à l'étranger, l'impact écologique de la consommation alimentaire
184 est en réalité nettement plus important. Face à la crise climatique,
185 l'ensemble du secteur agricole doit se convertir à un mode de production
186 écologique (agroécologie), ce qui exige une mise à disposition de moyens aux
187 personnes travaillant dans l'agriculture afin de permettre cette conversion. En
188 outre, il faut des normes écologiques et éthiques plus élevées pour les
189 importations ainsi que pour les accords internationaux. Cette conversion
190 implique une fermeture des grandes exploitations et une relative
191 désintensification de l'agriculture, en misant sur plus de gens dans les
192 champs au lieu de toujours plus de machines et de produits. De plus, elle
193 nécessite une limitation de l'élevage et de la production de viande. C'est
194 pourquoi, l'élevage doit être exclu dans les espaces où une production
195 alimentaire végétale serait possible. La production alimentaire doit
196 également être relocalisée, les circuits courts privilégiés et la
197 souveraineté alimentaire mise en œuvre. Concrètement, cela signifie une
198 protection de la production alimentaire locale, des liens directs entre
199 paysan·nes et mangeuse·eurs, ainsi que des meilleures conditions de travail
200 pour les paysan·nes. Enfin, les prix des denrées alimentaires doivent être
201 accessibles pour tous·tes, afin que tout le monde puisse avoir accès à une
202 alimentation locale, bio et saine.
203 Pour aller plus loin :

- 204 • [Solidaire et socialiste : pour l'agriculture de demain](#)
- 205 • [L'alimentation et l'agriculture nous concernent toutes et tous](#)
- 206 • [Libre-échange avec l'Indonésie : une nouvelle absurdité pour la cupidité](#)
207 [des 1%](#)
- 208 • [Non à l'accord avec le Mercosur](#)

209 **Sous-thème 5 : Pour une justice climatique internationale !**

210 Les populations du « Sud global » sont d'ores et déjà durement touchées
211 par la crise climatique et cette tendance va fortement s'accroître durant les

212 années à venir. Ceci alors même que ce sont précisément les personnes les
213 moins responsables de cette crise. C'est pourquoi nous exigeons l'annulation
214 de la dette des pays du « Sud global » envers la Suisse. Ainsi, aujourd'hui
215 les pays du « Sud global » doivent s'acquitter de dettes faramineuses envers
216 les pays du « Nord global », ce qui les empêche d'investir dans la lutte
217 contre la crise climatique et l'adaptation vis-à-vis de celle-ci. Toutefois,
218 une simple annulation de la dette ne suffit pas : la Suisse et les pays du «
219 Nord global » doivent également fournir des moyens financiers aux pays du «
220 Sud global » pour lutter contre et s'adapter à la crise climatique. Dans ce
221 cadre, la Suisse doit verser, en plus des paiements existants, au moins un
222 milliard de franc par année aux pays du « Sud global » pour la lutte contre
223 la crise climatique et la protection contre ses effets. Enfin, comme la crise
224 climatique est en train de rendre des régions entières du globe inhabitables,
225 celle-ci doit être reconnue comme motif pour obtenir l'asile.
226 Pour aller plus loin :

- 227 • [Halte à l'exploitation du Sud Global !](#)

- 228 • [Pour une justice climatique internationale, abolissons la dette souveraine](#)
229 [des pays du Sud Global](#)

230 **B : Pour une économie des 99% !**

231 Tous les biens et services que nous produisons le sont aujourd'hui dans le
232 cadre d'une économie capitaliste : toi et moi travaillons et créons ainsi de
233 la richesse, mais les "outils" que nous utilisons et les entreprises au sein
234 desquelles nous travaillons ne nous appartiennent pas. Ainsi, les bénéfices
235 créés ne vont pas dans le porte-monnaie des travailleuse·eurs, mais dans la
236 poche des capitalistes et actionnaires. Ces dernière·ers cherchent
237 continuellement à maximiser leurs profits, et vont pour cela tenter de produire
238 plus et de faire baisser les coûts de production. Comment ? En exploitant les
239 ressources naturelles, les pays du « Sud global »
240 et les travailleuse·eurs. Cela résulte d'abord en d'énormes inégalités
241 : en Suisse, 1% le plus riche possède 44% des richesses ! Et à l'échelle
242 mondiale, la colonisation des pays du « Sud global » par ceux du « Nord
243 global » pour des motifs capitalistes a introduit des grandes différences de
244 développement économique et de niveaux de vie dont souffrent aujourd'hui
245 encore les populations du « Sud global ». Le colonialisme de hier n'a
246 toutefois pas disparu : il s'est transformé en des relations de dépendance
247 économique, politique, militaire et culturelle. Le but est le même : des
248 profits, toujours plus de profits pour les ultra-riches.
249 Mais si cette course à l'enrichissement est infinie, le monde et ses
250 ressources ne le sont pas. La crise climatique actuelle bien est la conséquence

251 directe du système de production capitaliste, et c'est toujours aux 99%
252 d'en subir les conséquences négatives. Inflation, crises économiques ou
253 crise climatique ne sont pas des "erreurs de parcours", mais dans la nature
254 même du capitalisme.

255 Il est aujourd'hui possible de changer de système et de faire enfin passer
256 nos besoins avant leurs profits. Et il est urgent de transformer radicalement
257 notre façon de nous organiser pour couvrir nos besoins car notre avenir est
258 menacé par la crise climatique. Nous voulons une autre économie, une économie
259 basée sur les besoins des gens et les capacités de l'environnement ! Nous
260 voulons une économie solidaire qui répartit le travail du care de manière
261 juste en son sein. Nous voulons une économie où toutes les personnes soient
262 libres de travailler comme elles le désirent. Nous voulons une économie qui
263 produise mieux, en fonction de ce dont on a besoin, et non toujours plus. Nous
264 voulons une économie qui puisse garantir une vie épanouissante pour tou·tes !

265 **Revendication 1 : La formation n'est pas un luxe : pour une rémunération digne**
266 **des apprentissages et des stages !**

267 Qu'une jeune personne décide de suivre une formation professionnelle ou une
268 formation gymnasiale/universitaire, elle doit pouvoir trouver ensuite un emploi
269 pour pouvoir payer ses factures une fois adulte. Mais le chemin entre la fin de
270 l'enseignement obligatoire et une place de travail stable est souvent précaire
271 pour les personnes qui n'ont pas le privilège de pouvoir compter sur le soutien
272 financier de leurs parents. Cela doit changer car la formation n'est pas un luxe
273 !

274 Les apprenti·es reçoivent des salaires de misère alors qu'iels fournissent du
275 travail précieux pour les entreprises formatrices. Les contrôles effectifs des
276 conditions d'apprentissage manquent encore. Concernant les stagiaires, leur
277 salaire moyen s'approche des 2000 francs, soit en dessous du seuil de pauvreté
278 et sans parler des stages non-rémunérés. Alors qu'il est de plus en plus attendu
279 des jeunes de faire des stages afin d'avoir une chance de trouver un emploi,
280 iels n'ont même pas la certitude d'être rémunéré·es ou d'obtenir un emploi ou
281 une place de formation.

282 Nous voulons enfin une rémunération digne des apprenti·es et stagiaires ! Nous
283 voulons une garantie d'emploi pour les stagiaires et apprenti·es à l'issue de
284 leurs formation. Les stages et les apprentissages doivent enfin bénéficier de
285 conditions de travail justes, avec un encadrement adéquat permettant une réelle
286 formation des apprenti·es et stagiaires.

287 **revendication 2 : L'argent ne travaille pas, toi si ! Taxer**
288 **davantage les revenus du capital.**

289 Les politiques néolibérales des dernières décennies ont permis à la minorité la
290 plus riche de la population de s'enrichir de plus belle : elles ont grandement

291 démonté les mécanismes fiscaux qui permettent à l'État de lutter activement
292 contre les inégalités de richesses. Nous voulons donc une politique fiscale
293 juste qui profite aux 99% et non aux ultra-riches et aux multinationales !
294 Pour ce faire, nous voulons enfin taxer davantage les revenus du capital, comme
295 les dividendes et les bénéfices sur action. Alors que les 99% créent la
296 prospérité de notre société avec leur travail, les capitalistes et les
297 actionnaires s'enrichissent seulement grâce à leur argent, gagné sur le dos des
298 99 %. Il est grand temps que ces revenus obtenus sans rien faire soient taxés 1
299 fois et demi plus que les revenus du travail, comme le voulait l'initiative 99%.

300 **revendication 3 : Pour une économie sociale et écologique** 301 **planifiée démocratiquement !**

302 Aujourd'hui, nous vivons dans un système économique basé sur le profit à court
303 terme et la croissance illimitée de la production. Ce système fonctionne
304 uniquement dans l'intérêt d'une petite minorité de la population. Il a pour
305 conséquence une exploitation des gens et des ressources naturelles. Nous voulons
306 mettre fin à ce système inégalitaire et destructeur et construire une économie
307 pour les 99% par les 99 % grâce à une planification écologique et sociale !
308 Nous ne pouvons plus tolérer que des entreprises surpuissantes décident de ce
309 qui est produit et inondent notre société d'une quantité non-nécessaire de biens
310 polluants et de basse qualité. Nous voulons décider ensemble à différentes
311 échelles de ce qui est produit et comment, afin de satisfaire les besoins de
312 l'ensemble de la population, tout en respectant les capacités de
313 l'environnement.

314 **Sous-thème 1 : Une réduction radicale du temps de travail et** 315 **de meilleures conditions de travail pour tous·tes !**

316 Dans le système capitaliste dominant, on comprend généralement le travail comme
317 les heures quotidiennes que beaucoup d'entre nous passent à travailler comme
318 salarié·es dans une entreprise. Mais ce n'est pas que lorsqu'on gagne de
319 l'argent que l'on travaille : le travail desoin (travail de care) représente
320 encore plus de temps que le travail salarié, et il est aujourd'hui encore abattu
321 à 60% par les femmes. Nous voulons donc réduire le temps de travail à salaire
322 égal pour vivre mieux, lutter contre la crise climatique et partager le travail
323 du care non-rémunéré de façon plus égalitaire ! Réduire le temps de travail
324 permettrait également de mieux répartir les profits générés par l'augmentation
325 récente de la productivité, profits qui vont en majorité dans la poche des plus
326 riches et non des personnes qui ont travaillé pour les créer.
327 Le travail de soin est non seulement systématiquement invisibilisé et
328 dévalorisé, il est aussi extrêmement mal réparti. Ainsi, le travail de soin

329 tombe encore trop souvent sur les épaules des personnes ayant une socialisation
330 féminine, alors que prendre soin, c'est la responsabilité de tou·tes. Mais nous
331 manquons aujourd'hui non seulement de temps, mais aussi d'infrastructures
332 collectives qui nous permettent de partager ces tâches de manière volontaire.
333 Que ce soit des garderies entre voisin·es, des cantines populaires ou des
334 maisons de quartier, nous avons besoin d'espaces collectifs adéquats pour mieux
335 partager les tâches de travail du care !
336 En ce qui concerne le travail salairé, de nombreuses personnes ont de la peine à
337 finir leur mois avec leur salaire actuel. Loyer, formation continue,
338 alimentation, loisirs, prime d'assurance maladie, facture d'électricité,
339 vacances... Les coûts de la vie sont hauts, et particulièrement pour les personnes
340 issues des classes populaires et de groupes minorisés. Pour couvrir ces coûts,
341 la majorité des gens doivent travailler, et ce travail est précieux : il est la
342 base de notre vie en société et de la création de valeur. C'est pourquoi, en
343 Suisse, tout le monde doit gagner suffisamment pour se permettre de vivre dans
344 la dignité. Cela correspond actuellement à un salaire minimum de 5'000 francs
345 par mois, qui doit être adapté en permanence.
346 La pandémie de coronavirus a mis un coup de projecteur sur les problèmes
347 fondamentaux de notre système de santé, orienté par les profits : des sous-
348 investissements chroniques et un manque important de personnel soignant.
349 L'initiative pour les soins infirmiers doit enfin être appliquée justement ! Les
350 conditions de travail dans les métiers des soins doivent être radicalement
351 améliorées pour que les personnes nouvellement formées puissent prodiguer des
352 soins suffisants et de qualité.
353
354 Et parce que nous travaillons pour vivre et ne vivons pas pour travailler, nous
355 demandons une augmentation du nombre de semaines de vacances et la semaine de 25
356 heures avec le même salaire. Celle-ci permet une répartition plus équitable du
357 travail de care, réduit le stress lié au travail salarié et favorise
358 l'engagement en faveur de la société ainsi que la santé mentale.

359 **Sous-thème 2 : une redistribution des richesses aux 99 % !**

360 Travail des enfants, déforestation, pollution des rivières ou exploitation de
361 mines dangereuses : les multinationales n'ont souvent aucune scrupule quand il
362 s'agit de maximiser leurs profits. Exploitant les pays du « Sud global »,
363 elles se créent un avantage concurrentiel grâce à un système capitaliste qui
364 leur permet de générer des milliards de dollars. Nous voulons que les
365 entreprises multinationales dont le siège social est en Suisse soient enfin
366 tenues responsables de leurs actes. Le minimum à faire est de respecter les
367 droits humains et les normes environnementales ! L'impunité des
368 multinationales, c'est fini !
369 Alors que les multinationales se moquent des droits humains dans le « Sud
370 global », elles cherchent également à minimiser leurs coûts de production en

371 Suisse. Ainsi, les rares salaires minimums cantonaux existants sont attaqués
372 par une droite bourgeoise qui ne connaît pas les difficultés à boucler ses
373 fins de mois, ceci alors que les écarts salariaux entre le plus bas et le plus
374 haut salaires au sein des entreprises suisses continuent d'augmenter. Nous
375 voulons donc la limitation des plus hauts salaires dans une entreprise à une
376 hauteur correspondant au maximum à 5 fois le plus bas salaire.
377 Quant aux collectivités publiques, elles se livrent à une concurrence fiscale
378 intercantonale, qui n'est rien d'autre qu'une véritable course vers le
379 bas au détriment des 99 % : les cantons pratiquent des taux d'imposition
380 très différents mais toujours plus bas pour attirer les multinationales et les
381 ultra-riches. Résultat : certains cantons imposent des mesures d'austérité
382 et des coupes dans les services publics. Il est grand temps d'introduire des
383 mesures d'harmonisation fiscale à l'échelle suisse ! La péréquation
384 financière, soit la solidarité entre cantons, doit également être renforcée
385 au bénéfice des cantons périphériques.

386 **Sous-thème 3 : pour un Etat social fort !**

387 Lutter contre les inégalités passe d'un côté par le fait d'aller chercher
388 l'argent auprès des plus riches, et de l'autre côté par sa redistribution dans
389 les services publics, les assurances sociales ou les retraites. Pour une
390 économie forte, au service de tou·tes et de l'environnement, nous avons besoin
391 d'un Etat social fort dans toutes les régions de Suisse. Que ce soit les
392 crèches, l'éducation, la santé ou les transports publics, les services publics
393 doivent être assurés directement par l'Etat, être abordables et déterminés par
394 les besoins de la population.

395 La santé de la population est en danger depuis que les intérêts des assurances
396 maladies privées ont pris le dessus sur la santé publique. Primes qui s'envolent
397 et économies sur le dos des personnes les plus vulnérables et du personnel de
398 santé à cause de la libre concurrence : nous voulons mettre fin à cela et
399 introduire une caisse maladie unique et populaire ! Nous voulons également une
400 prise en charge totale, sans franchise et sans quote-part, des frais de santé
401 mentale, de santé sexuelle et de soins dentaires.

402 Pour aborder la retraite de manière digne également, le système de retraites
403 doit être repensé pour couvrir les besoins de tou·tes. La gestion interne des
404 caisses de pensions, bien que souvent formellement démocratique, ne l'est que
405 rarement dans les faits. Nous voulons créer une caisse de pension populaire,
406 gérée de manière publique, fusionnant le premier et le deuxième pilier, financée
407 par solidarité et garantissant une rente d'au moins CHF 5'000.- à tou·tes.

408 **Sous-thème 4 : un logement abordable pour tou·tes**

409 Chaque personne doit pouvoir vivre dans un logement qui offre l'intimité

410 nécessaire et dont le niveau d'aménagement permet de vivre dignement. Seulement
411 40% des gens en Suisse possèdent leur logement. Les autres personnes ayant un
412 logement le louent et doivent parfois dépenser une grande partie de leur revenu
413 pour se loger. Par exemple, les ménages dont le revenu brut est inférieur à 4000
414 francs dépensent en moyenne 35% de leur revenu pour se loger. Et une grande
415 partie des profits des propriétaires est illégale : les loyers sont 40% trop
416 chers par rapport à la limite légale des rendements locatifs. Nous voulons
417 l'introduction de contrôles effectifs et l'interdiction des profits sur nos
418 logements !

419 De plus, au moins 2 200 personnes sont actuellement sans abri en Suisse. Se
420 loger dignement ne doit pas être un privilège, mais un droit ! Des logements
421 sociaux et d'urgence doivent être mis à disposition de toute personne dans le
422 besoin, en particulier dans les villes. Les expulsions doivent être interdites,
423 et la Confédération doit investir dans la réinsertion en société des personnes
424 en détresse.

425 Face à la crise climatique, il ne suffit pas que chacun·e ait accès à un
426 logement abordable, encore faut-il qu'il soit écologique. Un logement
427 écologique, c'est un logement qui garantit une consommation énergétique durable,
428 un accès aux services publics et qui permette le vivre-ensemble. Pour ce faire,
429 les propriétaires doivent garantir la rénovation des logements sans que les
430 coûts puissent être répercutés sur les locataires ou que suive une résiliation
431 de bail. Et nous voulons que l'État fournisse une aide à l'accès à la propriété
432 pour les personnes désirant créer des coopératives de logement.

433

434

C : Refugees are welcome here!

435 Les mécanismes migratoires sont multiples et complexes, tout comme leurs causes.
436 Toutefois, une analyse de ceux-ci permet de mettre en évidence certaines
437 dynamiques communes.

438 Avec leur dumping fiscal, la Suisse et d'autres pays du « Nord global »
439 favorisent la fuite des capitaux. Pour échapper à la pauvreté induite par le
440 système, de nombreuses personnes sont forcées à fuir et suivre le capital là où
441 il s'accumule en raison du système économique capitaliste et de la colonisation
442 en lien avec celui-ci : dans le « Nord global ». La recherche de profits du 1 %
443 le plus riche est responsable de conflits armés dans le monde entier. Souvent,
444 les conflits portent sur des territoires et ressources exploités par des
445 multinationales. Au sein d'un système capitaliste, ce ne sont donc pas seulement
446 les gens qui sont exploités mais aussi l'environnement, ce qui alimente la crise
447 climatique. La destruction de l'environnement qui en résulte sape les bases
448 existentielles de nombreuses personnes et la migration devient alors souvent
449 leur seule chance de survie.

450 Le fondement de la migration forcée est donc le système capitaliste. Mais cela

451 ne s'arrête pas là : ce système exerce également une influence directe sur la
452 perception de la migration au sein de la société. Ainsi, les personnes
453 appartenant aux classes sociales supérieures ont le privilège de pouvoir choisir
454 librement leur domicile et d'être désignées comme « expats ». À l'inverse, les
455 personnes qui n'ont pas de moyens financiers sont obligées de prendre de grands
456 risques pour garantir leur survie.

457 Durant la dernière décennie en particulier, la migration a été transformée en un
458 prétendu problème de sécurité pour l'Europe dans le débat public. Ce cadrage
459 légitime la militarisation des frontières extérieures de l'UE et la violence
460 envers les réfugié·es. Dans notre société actuelle, les droits, les conditions
461 de vie et les chances d'une personnes sont déterminées par son lieu de
462 naissance. Les frontières servent à créer des inégalités et à les légitimer
463 ainsi qu'à diviser les travailleuse·eurs. Nous combattons toute forme de
464 frontières nationales.

465 En Suisse, il y a de graves dysfonctionnements dans le domaine de la migration.
466 Les campagnes racistes fondées sur la peur font partie du quotidien politique.
467 Les services de sécurité et le personnel d'accompagnement des requérant·es
468 d'asile sont de plus en plus souvent remplacé·es par des grandes entreprises
469 privées non qualifiées. Bien trop peu de moyens sont mis à disposition pour des
470 hébergements et un accompagnement dignes. Les personnes qui en souffrent sont
471 justement celles qui sont venues ici à la recherche d'une vie meilleure et d'un
472 avenir. Prenons enfin notre responsabilité au sérieux en tant que société et
473 offrons à tout le monde une vie digne !

474 **Revendication 1 : Droit de vote et d'éligibilité pour toutes** 475 **les personnes vivant en Suisse**

476 La démocratie est absolument centrale pour une société où les gens sont libres.
477 De la même manière que nous nous engageons pour une gestion démocratique de
478 toutes les entreprises par les travailleuse·eurs, nous nous engageons pour une
479 société organisée de manière fondamentalement démocratique à tous les niveaux.
480 En Suisse, il existe de grands déficits en ce qui concerne la participation
481 démocratique de la population. Un peu plus de 50 ans après l'introduction du
482 droit de vote et d'éligibilité des femmes, une part non négligeable de la
483 population reste exclue du débat démocratique. Ainsi, plus d'un quart des
484 personnes vivant en Suisse n'ont pas de passeport suisse. Bien qu'une grande
485 partie de la population issue de la migration vive en Suisse depuis des années,
486 y travaille et soit soumise aux mêmes obligations que la population disposant du
487 droit de vote et d'éligibilité, elle reste exclue de toute forme de
488 participation politique. Plus de 2,2 millions de personnes doivent donc laisser
489 les autres décider pour elles sans avoir leur mot à dire.

490 Pour nous, toutes les personnes devraient pouvoir participer aux décisions à
491 l'endroit où elles vivent. Certains cantons et communes, avant tout en Romandie,

492 ont déjà accordé le droit de vote et d'éligibilité à tous·tes leurs habitant·es.
493 Nous exigeons que toutes les personnes domiciliées en Suisse depuis un an aient
494 le droit de vote et d'éligibilité, peu importe leur permis de séjour.

495 **Revendication 2 : naturalisation automatique**

496 En Suisse, le taux de naturalisation est bas, et ce de manière stable. Plusieurs
497 raisons expliquent cela, dont le service militaire ou l'obligation d'abandonner
498 sa nationalité d'un autre État (selon le pays) lors de la naturalisation.
499 Toutefois, la raison principale en est que la naturalisation est un processus
500 coûteux, parcouru de racisme et donc largement inaccessible.
501 Depuis des années, les partis bourgeois multiplient les obstacles financiers et
502 administratifs à la naturalisation. Même des personnes dont la famille est en
503 Suisse depuis trois ou quatre générations doivent suivre un processus de
504 naturalisation laborieux pour obtenir la nationalité suisse. Dans de nombreuses
505 communes, l'assemblée communale continue de décider directement des
506 naturalisations. À plusieurs reprises, des naturalisations ont été refusées en
507 raison de différends personnels ou de préjugés xénophobes et racistes – une
508 situation intenable. Plus généralement, la naturalisation exige le dépôt d'une
509 demande et son paiement, demande liée à des exigences élevées et une forte
510 intrusion dans la vie privée des dépositaires de la demande. Ce processus
511 arbitraire est démotivant et constitue un grand obstacle, surtout pour de
512 nombreuses·x travailleuse·eurs.
513 Personne ne choisit son lieu de naissance – le destin de chacun est attribué au
514 hasard. Celles·eux qui ont de la chance reçoivent une nationalité suisse et des
515 droits... qui resteront pour toujours inaccessible à d'autres. Pour nous, il est
516 clair que chaque personne qui vit ici et fait donc partie de la société doit non
517 seulement avoir les mêmes obligations, mais aussi les mêmes droits. C'est
518 pourquoi nous exigeons que toutes les personnes domiciliées en Suisse obtiennent
519 automatiquement la nationalité suisse après 5 ans. De plus, les enfants nés en
520 Suisse doivent également recevoir automatiquement la nationalité suisse. Il ne
521 doit pas y avoir de conditions supplémentaires, tels que des examens ou des
522 tests qui constitueraient un obstacle à disposer des mêmes droits.

523 **Revendication 3 : Pour un meilleur traitement des** 524 **requérant·es d'asile**

525 Lorsque la perspective d'un avenir sûr là où on vit n'est plus possible et que
526 notre vie actuelle ne peut pas se poursuivre dans la sécurité physique,
527 psychique et matérielle, la fuite vers un endroit sûr est inévitable. Que ce
528 soit en raison d'une guerre ou de la famine, pour des raisons politiques,
529 économiques ou en raison d'une catastrophe naturelle ne devrait pas importer.

530 Chaque être humain doit être traité avec humanité.
531 Aujourd'hui, partout en Suisse, les requérant·es d'asile sont hébergé·es dans
532 des bunkers, des infrastructures militaires isolées ou des bâtiments mal
533 entretenus. Ces hébergements se caractérisent par un manque de sphère privée,
534 d'hygiène et de place. Les majorités politiques de droite bourgeoise ne font
535 preuve d'aucun humanisme. Sur la base d'une vision du monde xénophobe et
536 raciste, iels décident de qui a le droit ou non d'être traité·e avec dignité
537 selon son origine et son statut économique. Iels veulent investir aussi peu
538 d'argent que possible dans l'asile et exclure au maximum les personnes
539 concernées de l'espace public.
540 La dynamique de privatisation des services publics touche également le domaine
541 de l'asile. L'accompagnement est avant tout vu comme un enjeu de sécurité et des
542 entreprises privées de sécurité comme Securitas ou d'autres entreprises privées
543 comme ORS sont responsables de la gestion des hébergements. Le personnel de
544 sécurité n'est pas ou mal formé pour le travail avec des personnes traumatisées
545 et ne remplit pas la fonction dont les réfugié·es auraient besoin. En
546 particulier, les personnes FINTA (femmes, personnes inter, trans et agenres) ne
547 sont pas protégées. Les violences envers les réfugié·es ne sont pas des cas
548 isolés mais bel et bien structurelles.
549 Nous exigeons des investissements supplémentaires massifs dans le domaine de
550 l'asile, en faveur des réfugié·es. L'État doit prendre en charge la gestion des
551 hébergements et des centres d'asile et employer du personnel qualifié pour
552 soutenir les réfugié·es. Les hébergements doivent disposer de suffisamment de
553 place pour une vie humaine avec de la lumière du jour, des espaces privés, une
554 bonne hygiène et des possibilités de s'isoler.

555 **Sous-thème 1 : Combattre les causes de migration forcée de** 556 **manière sérieuse**

557 Pour justifier leur refus d'accueillir les réfugié·es en Suisse, les partis du
558 centre et de la droite répètent à l'envi qu'il faudrait plutôt aider les gens
559 sur place. Avec des solutions allant de l'engagement humanitaire aux camps de
560 réfugié·es en Afrique, iels veulent empêcher les gens de venir trouver refuge en
561 Europe et cherchent à justifier leur propre politique anti-droits humains. Iels
562 font cependant totalement abstraction des causes systémiques de la migration,
563 dont le « Nord global » est responsable.
564 La logique du système veut que, pour que les riches puissent être riches, les
565 pauvres doivent être pauvres. Pour échapper à cette pauvreté, de nombreuses
566 personnes sont forcées de suivre les flux de capitaux et d'aller là où ceux-ci
567 s'accumulent en raison du système économique capitaliste.
568 S'ajoute à cela la dimension impérialiste du capitalisme ; pour permettre au
569 système la croissance sans laquelle il ne peut fonctionner, l'ouverture de
570 nouveaux marchés pour écouler sa production est sans cesse nécessaire. Dans
571 cette optique, les puissances capitalistes ne reculent pas même devant des

572 conflits armés. Même pour des pays comme la Suisse qui ne sont pas directement
573 impliqués dans ces guerres, celles-ci sont lucratives, par exemple grâce aux
574 profits qu'ils tirent des exportations de matériel de guerre.
575 De plus, la croissance économique est directement liée à une plus forte
576 consommation énergétique et à davantage d'émissions de gaz à effet de serre. Les
577 conséquences de la crise climatique, mais aussi de la surpêche et de
578 l'accaparement des terres sape les bases existentielles de millions de
579 personnes, si bien que la migration devient leur unique solution pour se sortir
580 de leur misère.
581 C'est pourquoi nous revendiquons un système fiscal solidaire à l'échelle
582 internationale qui mettrait fin à la course au dumping fiscal et à la fuite des
583 capitaux. Les multinationales doivent être mises au pas et tenues pour
584 responsables de la misère qu'elles engendrent ou dont elles profitent. Par
585 ailleurs, nous exigeons une interdiction des exportations et du financement de
586 matériel de guerre.

587 **Sous-thème 2 : De l'aide au lieu de la violence aux** 588 **frontières extérieures de l'UE**

589 Les pushbacks illégaux, c'est-à-dire le refoulement violent et sans aucune
590 procédure ou examen sérieux de leur motifs de fuite de réfugié·es cherchant un
591 endroit sûr où vivre, font partie du quotidien de l'agence européenne de garde-
592 frontières Frontex. Ces agissements sont légitimés par des affirmations racistes
593 qui présentent les réfugié·es comme un « problème de sécurité pour l'Europe ».
594 Les réfugié·es sont refoulé·es violemment aux frontières ou abandonné·es à leur
595 sort en pleine mer. En conséquence de cela, au moins 44 000 personnes ont perdu
596 la vie depuis 1993, bien que le chiffre exact soit difficile à évaluer en raison
597 de nombreux décès non déclarés. Frontex est le symbole de cette forteresse
598 Europe qui tue.

599 C'est pourquoi nous exigeons l'abolition immédiate de Frontex et la mise en
600 place d'un soutien adapté aux réfugié·es dans une situation précaire à la place
601 de ses agissements.

602 À long terme, nous voulons un monde dans lequel personne n'est forcé·e de fuir
603 et où la migration n'est que volontaire. Dans notre société actuelle, les
604 droits, les conditions de vie et les chances dépendent du lieu de naissance,
605 bien que lui-même ressorte du hasard. Les frontières servent à légitimer les
606 inégalités et à diviser les travailleuse·eurs. Aujourd'hui, les discours
607 nationalistes servent à faire distraction des véritables racines des problèmes.
608 Ainsi, en utilisant comme boucs émissaires les personnes vivant de l'autre côté
609 du rideau fictif que sont les frontières, le système actuel fait obstacle à une
610 organisation des travailleuses·eurs au-delà des frontières nationales. La lutte
611 pour la liberté de mouvement et la lutte des classes sont donc inséparables de
612 la lutte contre les idéologies nationalistes. Il est dès lors clair pour la
613 gauche que toutes les formes de frontières et les lois qui les imposent doivent

614 être combattues. Une utopie de gauche ne peut être qu'antinationaliste.
615 C'est pourquoi nous exigeons à long terme l'abolition de toutes les frontières
616 et le dépassement du concept d'État-nation.

617 **Sous-thème 3 : Sécuriser les voies migratoires**

618 En raison de l'absence de voies migratoires officielles et légales, les
619 réfugié·es sont poussé·es dans l'illégalité et obligé·es à se mettre en danger.
620 La situation est particulièrement précaire dans la mer Méditerranée. L'UE et les
621 pays méditerranéens ont simultanément mis fin au sauvetage en mer, arguant que
622 ce serait un facteur d'attraction – un argument qui a été démenti à de
623 nombreuses reprises. En conséquence, les décès ont pris l'ascenseur de manière
624 dramatique. Rien qu'en 2022, les registres officiels recensent la mort de près
625 de 2000 personnes en mer Méditerranée, chiffre en dessous de la réalité en
626 raison des décès non répertoriés. La criminalisation croissante des ONG
627 pratiquant le sauvetage en mer risque d'empirer encore la situation et de
628 condamner des milliers de personnes innocentes supplémentaires à la mort dans
629 les eaux de la Méditerranée.

630 C'est pourquoi nous exigeons la décriminalisation complète des sauvetages en mer
631 privés et la mise en place immédiate d'une mission de sauvetage étatique en mer
632 Méditerranée. De plus, pour rendre la migration sûre, nous exigeons
633 l'introduction de la possibilité de demander l'asile dans les ambassades des
634 États suisse et de l'UE.

635 **Sous-thème 4 : Mettre fin aux pratiques d'accueil** 636 **socialement injustes**

637 Le type de permis de séjour détermine le bien-être des migrant·es en Suisse. Il
638 existe aujourd'hui pas moins de huit types différents de permis de séjour pour
639 les personnes sans la nationalité suisse. Certains permis de séjour sont
640 particulièrement problématiques ; ainsi, l'injuste « admission à titre
641 provisoire » est avant tout octroyée aux réfugié·es issus de régions en guerre
642 ou en crise qui font l'objet d'une décision de renvoi mais dont le renvoi serait
643 illicite, inexigible ou matériellement impossible. Cette autorisation de séjour
644 suggère un accueil à court terme, ce qui rend la situation des personnes
645 concernées extrêmement difficile, en particulier lors de la recherche d'un
646 emploi ou d'un logement. Ces personnes ne sont pas reconnu·es comme réfugié·es
647 et elles sont sans cesse confrontées au danger d'être renvoyées.

648 Pourtant, la Confédération a prouvé dans le cadre de la guerre en Ukraine qu'il
649 serait possible de faire les choses autrement. Ainsi, les Ukrainien·nes ont reçu
650 un permis S, désignant les personnes à protéger. Celui-ci permet aux personnes
651 fuyant un conflit armé d'obtenir rapidement un droit de séjour provisoire en
652 Suisse ainsi qu'un droit au regroupement familial sans avoir besoin de passer

653 par une procédure d'asile ordinaire. Cette procédure serait tout à fait possible
654 dans le cadre d'autres guerres ou crises, mais n'a jamais été utilisée.
655 Comme les personnes issues de régions en proie à des conflits ont un besoin tout
656 particulier de protection, nous exigeons une abolition de l'admission à titre
657 provisoire et l'activation du statut de protection S pour toute région en proie
658 à des crises ou à des guerres.

659 **Sous-thème 5 : Arrêter les renvois**

660 Les renvois forcés pratiqués en Suisse sont tout simplement inhumains. Les
661 personnes qui sont illégales aux yeux du droit suisse peuvent être renvoyées en
662 tout temps. À plusieurs reprises, des personnes sont décédées dans le cadre de
663 leur détention en vue de renvoi ou suite à leur renvoi dans le pays d'où elles
664 ont fui.

665 Toutefois, ce ne sont pas seulement les renvois dans les pays d'où les personnes
666 ont fui qui sont problématiques, mais aussi et surtout les renvois dans les «
667 États tiers sûrs » – concept qui met les réfugié·es en danger et donne lieu à
668 des violations systématiques des droits humains. Les pays européens, dont la
669 Suisse, ont établi une liste (avec tous les pays de l'UE et certains pays hors-
670 UE définis) désignant certains pays comme « sûrs » et y renvoyant les
671 requérant·es d'asile qui sont passés par leur territoire sans même ouvrir de
672 procédure d'asile. Or, en Grèce par exemple, aucun service de base n'est fourni,
673 la situation dans les centres d'asile et de détention est tout simplement
674 inhumaine et l'accès à des procédures d'asile fait défaut. D'autres pays, tels
675 que la Hongrie ou la Bulgarie, violent régulièrement les droits humains des
676 réfugié·es et négligent leur mission de protection mais sont tout de même
677 classés comme États « sûrs ».

678 Plus de positions et d'informations sur ce thème :

- 679 • [En finir avec Triton et sauver des vies](#)
- 680 • [Pas de discrimination et de quota – sans compromis !](#)
- 681 • [Non au financement des pushbacks ! Personne n'est illégal·e !](#)
- 682 • [No Borders – no Nations](#)
- 683 • [Plan de mesures migration](#)
- 684 • [Soutien plutôt que criminalisation de l'aide d'urgence aux frontières](#)
685 [extérieures de l'Europe !](#)

686

D: Pour le tournant féministe !

687 Les revendications féministes fondamentales sont étroitement liées à diverses
688 sphères politiques. Il ne suffit pas de les considérer isolément : il convient
689 de les intégrer de manière intersectionnelle dans les analyses politiques.
690 Ainsi, l'économie féministe ne se contente pas d'éclairer certains aspects
691 secondaires négligés des théories économiques classiques, mais permet, grâce à
692 des perspectives critiques et féministes, des analyses plus précises de
693 questions économiques pertinentes pour l'ensemble de la société. Les structures
694 sociales et de pouvoir dominantes, comme le capitalisme et le patriarcat,
695 s'alimentent mutuellement. Le système économique capitaliste ne pourrait pas
696 fonctionner sans les innombrables heures de travail du care non rémunéré, qui
697 sont en grande partie effectuées par des personnes FLINTA. Le capitalisme fait
698 croire, par le biais du patriarcat, que le travail du care, comme la garde des
699 enfants, les soins aux malades ou la préparation des repas, est effectué par
700 amour par des personnes FLINTA et ne doit donc pas être rémunéré, ou alors très
701 peu. Le patriarcat est à son tour renforcé par le capitalisme (par ex. par la
702 discrimination salariale ou les stéréotypes de genre qui reproduisent les
703 rapports de pouvoir en vigueur). Tout comme le capitalisme, le patriarcat est un
704 système qui sert à maintenir le pouvoir de quelques uns au détriment du plus
705 grand nombre. La discrimination, la violence et l'oppression structurelle des
706 personnes FLINTA sont l'expression des structures de pouvoir patriarcales et
707 capitalistes dominantes.

708 Le capitalisme et le patriarcat doivent donc être combattus ensemble. Un
709 féminisme intersectionnel défie les structures de pouvoir patriarcales
710 dominantes, reconnaît l'existence de diverses formes de discrimination liées
711 entre elles et les combat.

712 Nos revendications mettent en évidence les perspectives féministes et les
713 besoins d'action dans les domaines sociaux les plus divers.

714

Revendication 1: Garantir les droits à l'avortement et à 715 l'autodétermination physique !

717 Le droit à l'autodétermination physique est l'une des avancées féministes les
718 plus importantes. Il comprend l'accès à des offres de conseil et de soutien
719 ouvertes aux femmes enceintes et la garantie d'une interruption de grossesse
720 sûre et autodéterminée.

721 Ces dernières années, ce droit a toutefois été de plus en plus remis en question
722 et attaqué par les milieux conservateurs et fondamentalistes de droite. Tant au
723 niveau international qu'en Suisse, des efforts sont faits pour restreindre les
724 droits à l'avortement. La JS Suisse combat de telles attaques : le droit à

725 l'autodétermination physique n'est pas négociable.
726 Aujourd'hui, en Suisse, les avortements sont régis par le code pénal, sont
727 considérés comme illégaux et ne sont dépénalisés que sous certaines conditions.
728 L'avortement volontaire ne doit pas figurer dans le code pénal, mais être
729 garanti comme droit constitutionnel. Nous exigeons que le droit à
730 l'autodétermination physique, en particulier le droit à l'interruption
731 volontaire de grossesse, soit ancré dans la Constitution fédérale.
732 De plus, il est essentiel de garantir de d'élargir l'accès à un conseil
733 professionnel et neutre ainsi qu'à des prestations dans le domaine de la santé
734 sexuelle. Pour cela, il est nécessaire d'augmenter les moyens financiers alloués
735 aux centres de santé sexuelle et d'établir des critères officiels pour les
736 centres de conseil, garantissant un conseil et un soutien professionnels, sans
737 préjugés.

738 **Revendication 2: Des pensions plus élevées et une prévoyance** 739 **vieillesse féministe - pension populaire maintenant !**

740 Le système de retraite est un élément central de notre État social et doit
741 garantir une vie digne dans la vieillesse. Mais le système actuel ne répond pas
742 à cet objectif.
743 La pauvreté des personnes âgées est une réalité amère pour de nombreuses
744 personnes en Suisse. Elle touche en particulier les personnes qui ont travaillé
745 dans des secteurs à bas salaires ou à temps partiel. Les femmes représentent 2/3
746 des personnes touchées par la pauvreté des personnes âgées, et sont donc plus
747 touchées que la moyenne. Outre l'inégalité salariale et les secteurs féminins
748 sous-payés, cela s'explique en premier lieu par le fait que de nombreuses femmes
749 ont effectué pendant des années un travail du care non rémunéré. Élever des
750 enfants, soigner des proches, s'occuper du ménage - ce travail est précieux et
751 central pour le bon fonctionnement de la société. Mais il est loin d'être
752 suffisamment reconnu dans le système de retraite actuel et cela doit changer.
753 Nous demandons un renforcement de l'AVS par la reconnaissance financière du
754 travail de care non rémunéré et l'abolition des 2e et 3e piliers, qui favorisent
755 l'injustice sociale. En lieu et place, il faut introduire une retraite populaire
756 qui valorise également le travail du care non rémunéré et qui permette de vivre
757 dignement à la retraite.

758 **Revendication 3 : Pour une semaine de 25 heures !**

759 Pour une grande partie de la population, il ne reste que peu de temps à côté du
760 travail rémunéré pour assumer diverses autres obligations. Les activités de care
761 classiques non rémunérées telles que la cuisine, les courses, le nettoyage et la
762 lessive prennent beaucoup de temps et le travail d'assistance et d'éducation est

763 difficilement compatible avec un emploi à plein temps. Les structures actuelles
764 du travail salarié, comme la semaine de 42 heures, ne sont pas axées sur les
765 besoins des personnes, mais sur le fait que, dans une famille traditionnelle,
766 pratiquement tout le travail du care est effectué par la femme sans rémunération
767 et que la famille vit du salaire de l'homme. Cette conception était et reste
768 exploitante et nuit à la santé des salarié·es. Par le passé déjà, de nombreuses
769 familles ne pouvaient pas vivre d'un seul revenu salarial ; avec les salaires
770 réels d'aujourd'hui, cela n'est pas une option pour beaucoup de ménages, et une
771 grande partie des femmes exercent également un travail salarié. Mais la charge
772 du travail de care existe toujours - la double charge du travail du care
773 rémunéré et non rémunéré se renforce donc pour de nombreuses femmes. Celles qui
774 en ont les moyens sous-traitent une partie des tâches ménagères et des soins,
775 généralement à d'autres personnes FLINTA moins privilégiées.
776 Cette situation est particulièrement choquante, étant donné que la société est
777 de plus en plus productive et efficace. Malgré cela, la charge de travail de la
778 population active ne diminue pas. Pourtant, il serait aujourd'hui possible
779 d'introduire sans problème une semaine de travail de 25 heures de travail
780 rémunéré. Mais pour cela, il faut que les gains de productivité soient utilisés
781 pour le bien de l'ensemble de la population et que les personnes soient placées
782 au centre de l'économie - et non le profit de quelques-uns. Nous voulons une
783 société dans laquelle nous avons du temps pour nos proches, notre engagement et
784 nous-mêmes, et pas seulement pour nos employeuse·eurs. La semaine de 25 heures
785 rompt avec l'obligation de maximisation et donne au travail du care la place,
786 l'importance et le temps qu'il mérite. Elle permet également d'avoir plus de
787 temps pour le travail du care, comme le travail domestique et la garde des
788 enfants, et de le répartir plus équitablement.

789

790 **Sous-thème 1 : Lutter efficacement contre les violences**
791 **patriarcales et la discrimination!**

792 Pratiquement toutes les personnes FLINTA subissent des formes de violence
793 sexualisée au cours de leur vie. Il s'agit entre autres du harcèlement sexuel,
794 de la violence sexiste et de la violence domestique. Il s'agit d'un problème
795 structurel qui doit être combattu à différents niveaux. En plus du travail de
796 prévention et d'éducation, il est également nécessaire de développer massivement
797 les offres de protection, de conseil et de soutien pour les personnes de toutes
798 les identités de genre. L'offre d'hébergement pour les personnes touchées par la
799 violence domestique et patriarcale doit être davantage subventionnée et
800 développée. Aujourd'hui, des personnes se voient régulièrement refuser l'accès
801 aux refuges pour femmes et aux maisons d'accueil par manque de place et de
802 ressources – cette situation n'est pas tenable et est contraire à la Convention
803 d'Istanbul. Nous exigeons une augmentation massive du nombre de places et de
804 ressources pour les maisons d'accueil et les offres de soutien pour les victimes

805 de violences sexuelles, afin de permettre une aide gratuite, compétente et
806 rapide. Ces refuges doivent être accessibles à toutes les personnes opprimées
807 par le patriarcat, aux femmes et en particulier aux personnes TINA (personnes
808 trans, inter, non binaires et agenres). Les personnes TINA n'ont aujourd'hui
809 souvent à disposition que des possibilités de soutien insuffisantes - il faut
810 s'assurer qu'elles reçoivent un soutien approprié.

811 Les formes de discrimination patriarcale s'expriment dans différentes sphères de
812 la société, y compris dans la vie professionnelle. En Suisse, la majorité des
813 femmes subissent du harcèlement sexuel sur leur lieu de travail au cours de leur
814 vie. Les personnes trans sont également régulièrement exposées à des expériences
815 de discrimination sur le lieu de travail en raison de leur identité de genre,
816 contre lesquelles le droit en vigueur et les structures sociales ne les
817 protègent pas suffisamment, car l'identité de genre n'est pas couverte par la
818 norme antidiscriminatoire. Nous demandons des mesures de prévention pour lutter
819 contre le harcèlement sexuel sur le lieu de travail et une protection
820 conséquente contre la discrimination qui protège les personnes FLINTA et en
821 particulier les personnes trans contre la discrimination et le licenciement
822 arbitraire sur le lieu de travail.

823 **Sous-thème 2 : Une éducation moderne et inclusive**

824 L'éducation est l'un des moyens les plus efficaces pour les enfants et les
825 adultes de devenir des personnes autonomes et empathiques. Elle constitue une
826 partie importante du travail de prévention visant à démanteler les structures
827 patriarcales. Pour répondre à cette exigence, l'éducation doit être adaptée en
828 permanence et prendre en compte les réalités de vie des personnes. Nous
829 demandons une éducation à la santé sexuelle non discriminatoire et universelle.
830 L'éducation ne doit pas être axée sur le système binaire des genres et des sexes
831 ! Les cours d'éducation sexuelle doivent montrer la réalité de la diversité des
832 genres et des sexes. L'intersexualité et les identités transgenres doivent être
833 abordées ouvertement et sans préjugés. De même, la formation du personnel
834 médical spécialisé doit supprimer l'accent mis sur la binarité et aborder les
835 sujets de l'intersexualité et des identités transgenres.

836 Consentement : dans le cadre des cours d'éducation sexuelle, les élèves doivent
837 être sensibilisés au fait que chaque personne a le droit de fixer ses propres
838 limites et que les actes sexuels ne peuvent avoir lieu qu'avec le consentement
839 de toutes les personnes concernées.

840 Prévention et thématization de la violence sexuelle : pour lutter contre la
841 violence sexuelle, il est essentiel d'aborder le sujet de manière sensible et
842 ouverte. L'éducation a un grand potentiel de prévention dans ce domaine. Outre
843 le fait de thématiser le consentement, les élèves et les apprenti·es doivent
844 également être informé·es de manière proactive de leurs droits et des offres de
845 conseil existantes. Ces informations et offres de soutien doivent également être
846 rendues visibles et accessibles à l'ensemble de la société.

847

848

Sous-thème 3 : Protection contre la discrimination et autodétermination médicale

849

850

Les structures de discrimination patriarcales existent également dans le domaine de la médecine. On y trouve une forme d'interprétation de l'androcentrisme, une vision qui considère les hommes comme la norme et la référence. Un système de genre patriarcal et binaire prédomine également. Cela conduit entre autres à la pathologisation des identités et des corps trans et à l'existence d'un « gender data gap » (manque de données liées au genre) qui fait que les symptômes des maladies ou les effets de certains médicaments sur les femmes ne sont pas suffisamment étudiés. Il est nécessaire d'élargir la recherche médicale dans le domaine de la médecine de genre afin de combler ces lacunes. Les personnes intersexes sont également fortement menacées dans leur autodétermination. Des opérations de changement de sexe sur des bébés intersexes sont encore entreprises aujourd'hui, bien que dans la plupart des cas, il n'y ait aucune nécessité médicale. Ces opérations, qui ne peuvent pas être effectuées avec le consentement des personnes concernées lorsqu'elles sont encore des nourrissons ou des enfants en bas âge, entraînent souvent de graves conséquences. Nous demandons l'interdiction des opérations de changement de sexe sur les bébés intersexes ainsi que des conseils de spécialistes. Les personnes intersexes doivent avoir accès, à leur demande, à des traitements médicaux qui doivent être entièrement pris en charge par l'assurance maladie.

851

852

853

854

855

856

857

858

859

860

861

862

863

864

865

866

867

868

869

Sous-thème 4 : Egalité salariale, salaire minimum national de 5000.- et amélioration des conditions de travail !

870

871

L'égalité salariale est certes inscrite dans la Constitution, mais les chiffres montrent que nous en sommes encore loin dans la réalité. Les personnes FLINTA gagnent à ce jour près d'un cinquième de moins que les hommes et en moyenne 19,5% de moins par heure de travail. Une partie des facteurs à l'origine de l'inégalité salariale sont qualifiés de « facteurs explicables ». Parmi eux, la position professionnelle, la formation et le secteur d'activité. Mais les facteurs explicables reposent également sur le désavantage historique et la discrimination économique des personnes FLINTA. Le désavantage historique comprend notamment le fait que les professions qui, traditionnellement, sont surtout exercées par des personnes FLINTA, sont moins bien rémunérées et peu organisées sur le plan syndical. Cela complique énormément la lutte contre les mauvaises conditions de travail dans ces professions et branches. Des améliorations concrètes des conditions de travail et des salaires plus élevés sont donc nécessaires, en particulier dans ces branches, comme les soins, l'assistance et la restauration. Selon l'Office fédéral de la statistique, environ 2/3 des travailleuse.s à bas salaire sont des femmes. Nous demandons

872

873

874

875

876

877

878

879

880

881

882

883

884

885

886

887 l'introduction d'un salaire minimum national interprofessionnel de 5000 francs.
888 Nous demandons en outre des mesures efficaces pour atteindre l'égalité
889 salariale, notamment des contrôles systématiques des salaires, la transparence
890 des salaires et des contrôles de la discrimination salariale.

891 **Sous-thème 5 : Développer les structures sociales du care**

892 Le travail du care est un travail central pour le bon fonctionnement de la
893 société. En plus d'une réduction du temps de travail permettant d'investir
894 davantage de temps dans le travail du care, il est également nécessaire de
895 développer et de renforcer les structures du care dans l'ensemble de la société.
896 Le travail du care doit également être considéré comme une partie du service
897 public - des structures gratuites de garde d'enfants ainsi qu'un système de
898 santé développé soulagent également les personnes qui fournissent dans le cadre
899 privé une grande partie du travail d'assistance et de soins non rémunéré. Des
900 projets tels que l'habitat intergénérationnel peuvent également contribuer à ce
901 que les structures du care et le travail à fournir soient organisés de manière
902 plus collective et répartis plus équitablement. Aujourd'hui, les professions du
903 secteur du care, par exemple les soins ou la garde d'enfants, sont souvent
904 soumises à des conditions de travail précaires. Nous demandons que la partie du
905 travail de care qui est organisée dans le secteur formel soit également
906 valorisée et rémunérée de manière appropriée. Pour cela, il faut investir
907 massivement dans le système de santé, les structures d'accueil et la formation
908 de personnel qualifié. Pour que le travail du care soit valorisé et rendu
909 visible, il doit également être intégré dans notre représentation et notre
910 recherche économique. Nous demandons à cet égard des chaires et des ressources
911 dans les hautes écoles ainsi que la saisie statistique du travail du care
912 rémunéré et non rémunéré et son intégration dans le produit intérieur brut.

- 913 • [Papier de position sur le travail du care](#)
- 914 • [Autodétermination sexuelle sans compromis pour toutes et tous !](#)
- 915 • [En suisse et partout dans le monde, pas de réforme des retraites sur le](#)
916 [dos de 99%](#)
- 917 • [Non à la réforme de l'AVS sur le dos des 99%](#)
- 918 • [Continuons à défendre le droit à l'interruption de grossesse !](#)